

Association NSS-Dialogues – NSS-Dialogues association **Agnès Pivot : pas d'interdisciplinarité sans dialogue**

Marcel Jollivet*

Association NSS-Dialogues, Nanterre, France



©NSS-Dialogues, EDP Sciences, 2008.

Agnès Pivot (1949-2020) entre dans l'histoire de l'association Natures Sciences Sociétés Dialogues et de la revue *Natures Sciences Sociétés* en 1990. Elle revient d'un long séjour à Londres (elle est diplômée de l'Université de Leeds en 1976). Sociologue de formation (maîtrise à la Sorbonne en 1973), recrutée au CNRS en 1982, elle a été affectée à l'ambassade de France en tant qu'attachée scientifique jusqu'en 1987. De retour en France, après un court transit dans d'autres fonctions, elle arrive dans l'unité mixte de recherche intitulée « Groupe de recherche sur les mutations dans les sociétés européennes » (GRMSE), que je dirige.

*Auteur de correspondance :
marcel.jollivet@parisnanterre.fr

Il se trouve que, depuis 1968 (à travers des dénominations successives), ce laboratoire de sociologie est un des points d'appui des programmes lancés par la Délégation à la recherche scientifique et technique (DGRST) pour développer l'interdisciplinarité entre les sciences de l'homme et de la société et les sciences écologiques. L'expérience acquise conduit tout naturellement à ce qu'il soit associé à la véritable révolution qu'opère, fin des années 1970, Robert Chabbal, directeur général du CNRS, en mettant en place des programmes de recherche dits « interdisciplinaires » (PIR). Cela se traduit notamment par le fait qu'en 1981, le GRMSE est choisi pour prendre en charge l'un des projets lancés dans le cadre du PIR consacré à l'« environnement » (le PIREN, créé en 1978). Il s'agit du projet « Causses-Cévennes » (1981-1986) rattaché au programme de recherche du PIREN intitulé « Observatoires des changements écologiques, économiques et sociaux en milieu rural ». Ce programme est conçu pour prolonger l'esprit de ceux de la DGRST. Au moment où Agnès Pivot arrive, mes fonctions de conseiller scientifique pour les sciences de l'homme et de la société au PIREN m'amènent à prendre en charge la création d'une revue interdisciplinaire susceptible de servir de support aux publications scientifiques que cet ensemble de programmes de recherche (s'étendant déjà sur pas moins d'un quart de siècle !) ne peut manquer de finir par susciter. C'est donc tout naturellement que j'affecte Agnès Pivot à ce projet.

Avoir aujourd'hui une pensée pour elle est une invitation à faire un bref retour sur cette période, et rappeler que c'est un véritable « combat » qu'elle a mené avec l'équipe qui, d'abord prend en charge la mise au point de ce projet, puis en guide les premiers pas à partir de 1993 (date de la création à la fois de l'association et de la revue). Car il s'agit bien d'un « combat » à mener, un combat qu'elle a totalement fait sien.

Pour bien comprendre ce qui se joue, il faut faire un retour sur les années 1970, période historiquement importante – et trouble – en raison de la double rupture qu'elle porte : elle marque la fin de la phase de forte croissance économique lancée par la Seconde Guerre mondiale ; elle illustre la montée en puissance de la « question

environnementale» (les deux choses vont évidemment de pair). Ce rappel est d'autant plus opportun qu'il a une singulière actualité : il s'agit bel et bien, comme aujourd'hui, de fonder les bases d'un « après » (« après » les « Trente Glorieuses », 1945-1975); et l'alternative qui s'offre se pose dans les mêmes termes que maintenant : relancer la dynamique économique et sociale antérieure ou rechercher une alternative.

« Le monde est en crise », déclare François Mitterrand dans le rapport *Technologie, emploi et croissance*¹ qu'il présente à la 7^e réunion du G7 à Versailles, le 5 juin 1982, soit un an après son élection comme président de la République. Il s'agit, ni plus ni moins, de « travailler à un « Nouvel Ordre technologique mondial² », d'où l'appel au G7. Mais aussi de faire en sorte que la France y ait toute sa place. D'où toute une série de décisions politiques illustrant la priorité donnée à la recherche dès les premières années de la présidence mitterrandienne³, mais aussi toute une série d'événements pour créer une véritable catharsis sociétale⁴. Si l'objectif est bien d'œuvrer « au développement et à la diffusion des technologies », cela doit se faire « en analysant et en préparant les conditions de leur insertion dans les structures socio-économiques et socioculturelles de la société française », « en contribuant à l'enrichissement d'une culture capable de sous-tendre un projet de société ».

Voilà qui pose la question de la place de la science dans la société et qui semble inviter à réfléchir à la façon de la concevoir. Un instant, sur cette base, pour une revue visant à ouvrir les sciences de l'homme et de la société et les sciences écologiques les unes aux autres, le contexte sembla porteur : ne s'agissait-il pas de « construire une nouvelle civilisation⁵ » ? Mais très vite, l'équivoque se

dissipa. François Mitterrand choisissait bel et bien sans hésiter le bond en avant dans la continuité : sortir de cette crise se ferait par « une mobilisation sans précédent du capital vers l'industrie et la recherche » proclamait son rapport. De fait, il est un véritable panégyrique des nouvelles technologies. Dans ce beau programme, aucune référence n'est faite à la question environnementale. Et ce alors même que, depuis la fin des années 1960, tant au niveau français qu'au niveau international, la question d'une utilisation « écologique » des ressources naturelles est posée, et que le modèle de « développement » en place est sujet à caution. Si « nouvelle civilisation » il doit y avoir, elle sera celle des technologies de pointe dont la recherche est d'ores et déjà en train d'accoucher. Et s'il faut veiller à ce que les innovations ne prennent pas à revers les structures et les fondements culturels de la société française, cela se fera en développant la culture scientifique de la population : on ne saurait mieux proclamer la suprématie de la « science » sur la société. On est donc aux antipodes des principes sur lesquels la revue doit être créée.

Dès les années 1980 déjà, en effet, la quête émergente d'une autre voie d'évolution des sociétés va de pair avec une autre façon de faire de la recherche, puisque celle qui a cours a produit l'évolution à laquelle il faut mettre fin. De cette quête, l'« interdisciplinarité » est l'emblème. Telle est la voie dans laquelle s'engage la revue. À contre-courant donc du projet politique en cours.

La tâche est inévitablement lourde. La revue ne peut exister que soutenue financièrement par un pool d'organismes de la recherche publique : il faut le constituer. Son pari scientifique est hétérodoxe : acquérir sa légitimité dans le paysage scientifique français passe par la création et la mobilisation d'un noyau de chercheurs qui sera le gage de sa qualité et lui permettra d'obtenir l'adhésion des communautés scientifiques auxquelles elle s'adresse. Mettre sur pied une revue suppose un contrat avec un éditeur. Autant de tâches délicates et coûteuses en temps. Dans ces conditions, la possibilité d'affecter à temps plein une ingénieure de recherche à leur prise en charge a été décisive pour sauter le pas. Agnès Pivot s'est avérée un renfort de choix dans cet ensemble de missions.

Elle adhéra immédiatement et de façon très intuitive à l'idée d'interdisciplinarité. Bien déterminée à ce que le projet de revue réussisse, elle s'impliquait totalement et mettait à profit ses excellentes qualités relationnelles afin de convaincre, voire de négocier. Produit de son expérience anglaise, elle était parfaitement anglophone. Et, surtout, souvenir de ses fonctions à Londres, elle était convaincue que la revue – fût-elle d'expression française – devait acquérir une visibilité dans le contexte international, voire y prendre pied en se dotant de correspondants pouvant lui servir de relais. C'est pourquoi elle se vit confier, en tant que rédactrice en chef adjointe, la mission de cette ouverture. C'est elle qui établit les premiers contacts prometteurs au niveau européen.

¹ <https://www.elysee.fr/francois-mitterrand/1982/06/05/rapport-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique-presente-au-sommet-des-pays-industrialises-intitule-technologie-emploi-et-croissance-chateau-de-versailles-samedi-5-juin-1982>.

² Stourdzé Y., 1987. *Pour une poignée d'électrons. Pouvoir et communication*, Paris, Fayard. Cité dans Chamak B., 2015. Yves Stourdzé et les réalisations du CESTA, *Quaderni*, 89, 11-24, <https://doi.org/10.4000/quaderni.952>, (p. 2).

³ Création en 1981 d'un grand ministère de la Recherche et de la Technologie (MRT) confié à Jean-Pierre Chevènement, mise en œuvre dès juillet 1982 d'une loi d'orientation et de programmation de la recherche, création d'un Conseil supérieur de la recherche.

⁴ Tel le vaste « Colloque national de la recherche et de la technologie » organisé en janvier 1982.

⁵ Toutes ces citations sont extraites du rapport qui fut demandé à Joël de Rosnay en vue de la décision la plus novatrice, la création en 1983 du Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA), officine directement chargée, auprès de la présidence de la République, de la mise en œuvre de la politique scientifique, notamment au niveau européen. Cité dans Chamak, *op. cit.*, p. 9.

Au-delà de ces différents apports et de façon plus centrale, ce qui est sa marque propre dans la mise en place du projet interdisciplinaire, c'est l'intérêt qu'elle portait à la formation. Deux exemples peuvent être cités pour en témoigner. Le premier est l'initiative qu'elle prit d'organiser l'école thématique « La démarche interdisciplinaire dans le domaine de l'environnement : méthodes et outils pour partager les savoirs » (Aussois, 2003), dont on peut dire qu'elle fut un temps fort dans la communauté scientifique interdisciplinaire de l'époque. Le second est le lancement d'une opération originale de formation. Elle était particulièrement sensible à la nécessité de l'écoute de l'autre qu'impliquait la démarche interdisciplinaire ; elle voyait le moment de l'écriture comme un test particulier de cette capacité d'écoute et une condition de la réussite de la recherche.

D'où son idée d'« atelier d'écriture interdisciplinaire ». L'exercice consistait à réunir des chercheurs de disciplines différentes autour d'un projet de recherche commun et à demander à chacun d'eux de formuler par écrit la problématique qu'il proposait pour l'aborder du point de vue de sa discipline. Ce premier travail devait déboucher sur une présentation orale des différentes propositions, de façon à ouvrir une phase de compréhension partagée des apports des uns et des autres, puis une phase de discussion sur la façon de les articuler. Aidée d'un animateur spécialiste de ce genre d'action, elle réalisa deux « ateliers », se situant l'un au départ, l'autre en phase finale d'un processus de recherche (les deux moments précisément du passage à l'écriture collective). Cette proposition avait le grand intérêt d'attirer l'attention des équipes chargées de se lancer dans un projet de recherche interdisciplinaire sur l'importance de ces deux temps forts de leur travail en commun et sur l'importance de les mener à bien d'une façon rigoureuse. L'expérience ne fut pas poursuivie en raison de la forte mobilisation des chercheurs qu'elle exigeait.

L'intérêt de son initiative justifia que l'opportunité lui fût donnée d'exposer dans la revue les raisons pour

lesquelles elle la prenait et proposait de la mettre elle-même en œuvre. Cela prit la forme d'un entretien avec Nicole Mathieu⁶. Elle y développe une vision très particulière de l'interdisciplinarité, mettant l'accent sur sa dimension interpersonnelle. Selon elle, prendre cette dernière en considération est absolument nécessaire, car elle a deux conséquences majeures qui conditionnent la qualité scientifique, et même tout simplement, le bon déroulement de l'exercice interdisciplinaire. Ces deux conséquences se situent sur deux plans indissociables : une confrontation des attendus (pour ne pas dire des conventions) implicites qui sont à l'arrière-plan de chacune des disciplines, ce qui suppose leur explicitation et leur mise en débat ; mais aussi une astreinte imposée à chacun de se départir de sa complexion et de ses intérêts personnels pour jouer le jeu du collectif.

Ces observations constituent une excellente illustration de la conception de l'interdisciplinarité que portait le projet fondateur de l'association et de la revue.

C'est pourquoi je recommande vivement la lecture de cet entretien. Il constitue une forte et opportune piqûre de rappel dans une période où la banalisation de la référence à l'interdisciplinarité en édulcore le sens, quand elle ne la réduit pas à un slogan sans consistance.

Si les propos d'Agnès Pivot montrent à quel point elle adhère à l'idée de sortir la recherche de ses confinements, ils montrent aussi que la finesse avec laquelle elle se l'appropriait la conduisait à faire de la qualité du dialogue – et donc de la qualité d'écoute de l'autre – le critère majeur d'une interdisciplinarité véritablement novatrice. Cette exigence ne mérite-t-elle pas d'être tout particulièrement méditée aujourd'hui ?

Remerciements

Je remercie Nicole Mathieu, qui fut tout particulièrement proche d'Agnès Pivot, pour ses apports à ce texte.

Citation de l'article : Jollivet M. Agnès Pivot : pas d'interdisciplinarité sans dialogue. *Nat. Sci. Soc.* 28, 2, 211-213.

⁶ Pivot A., Mathieu N., 2007. Agnès Pivot : l'écriture, processus heuristique et outil pour le dialogue dans une démarche interdisciplinaire, *Natures Sciences Sociétés*, 15, 4, 411-416, <https://doi.org/10.1051/nss:2008011>.